

MOUVEMENT ASSOCIATIF ET SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET URBAIN. ETUDE COMPARATIVE DE CAS EN ALGERIE ET EN FRANCE

BELAKEHAL AZEDDINE¹, FARHI ABDALLAH¹, MAZOUZ SAID¹, NACEUR FARIDA²,
ZEROUALA MOHAMED SALAH³, BOUKARZAZA HOSNI⁴, BEN SACI ABDELKADER⁵ & DUPRAT BERNARD⁶

¹ Lacomofa (Laboratoire de Conception et de Modélisation des Formes et des Ambiances Urbaines et Architecturales) Département d'Architecture, Université Khider Mohamed, BP 145 RP 07000 Biskra, Algérie

Email : belakehal@yahoo.fr

² Université de Bejaïa, ³ EPAU Alger, ⁴ Université de Constantine, Algérie,

⁵ Laboratoire CRESSON, Ecole d'Architecture de Grenoble, France.

⁶ Laboratoire LAF, Ecole d'Architecture de Lyon, France.

RESUME

L'Algérie a récemment connu l'émergence de mouvements associatifs impliqués dans divers domaines tels que la culture, la société et le sport. Ce phénomène n'a pas été suffisamment investi et demeure encore inconnu sur un bon nombre d'aspects. L'objectif de la présente recherche est d'explorer l'impact du mouvement associatif sur la sauvegarde du patrimoine urbain et architectural. Une analyse comparative a été menée sur des cas d'étude en Algérie et en France. Quatre associations, deux en Algérie et deux autres en France, ont fait l'objet d'une enquête menée au moyen de questionnaires et d'interviews de même que par l'observation des lieux patrimoniaux objets de sauvegarde. Les résultats de l'enquête révèlent des différences notoires quant aux aspects juridiques, financiers et sociaux entre les associations algériennes et françaises et qui laissent entendre qu'elles sont, en grande partie, à l'origine des échecs rencontrés par les associations algériennes et le succès connu par les associations françaises.

MOTS CLES : Mouvement associatif, sauvegarde du patrimoine bâti, gestion urbaine, Casbah, Ksar.

1 INTRODUCTION

Le mouvement associatif algérien est d'essence récente. Son apparition et son développement réels coïncident avec la démocratisation de la vie politique, économique, sociale et culturelle lancée à la fin des années 1980. C'est en effet depuis une quinzaine d'années que l'état a engagé une démarche qui doit conduire au partage et à la *relocalisation des pouvoirs*, à la *participation volontaire des citoyens* (Le Coz, 1990, p.289), c'est-à-dire à la redéfinition des lieux de pouvoir et de la démocratie territoriale.

Cela a fortement encouragé le développement du mouvement associatif, qui va investir des domaines d'intérêts nouveaux comme les droits de l'homme, les femmes, l'environnement etc. (Derras, 2002). En Algérie, la primauté des activités de jeunesse et culturelles est attestée par le nombre des adhérents (61,6 % du total des adhérents au niveau national). Le champ du patrimoine et de l'environnement attire cependant peu d'adhésions (2,7 % et huitième par ordre d'importance) (M.A.J.S., 2001).

Par son caractère émergent et récent, le mouvement associatif reste généralement peu connu et son impact peu évalué en Algérie, au Maghreb voire dans l'ensemble du monde arabo-musulman. Ce travail est donc une tentative, essentiellement à caractère descriptif, destinée à analyser le

déploiement de ce mouvement dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine architectural et urbain. En effet, il se trouve que ce domaine n'est pas particulièrement celui qui attire les chercheurs travaillant sur le mouvement associatif comme peuvent le montrer les interventions communiquées lors du colloque sur le mouvement associatif au Maghreb tenu en 2001 à Oran (CRASC, 2002). De même, le mouvement associatif n'est pas le thème qui intéresse les chercheurs spécialisés dans le domaine de la conservation du patrimoine tel que peuvent l'attester par exemple les travaux des récents colloques qui se sont déroulés à Dubaï en 2007 et 2004 (Municipalité de Dubaï, 2007 ; Municipalité de Dubaï, 2004). Même les écrits émanant de spécialistes, comme l'ouvrage de A. M. S. Ouf (Ouf, 2000), marginalisent totalement le rôle du mouvement associatif. La situation ne semble être guère différente dans le domaine de la recherche universitaire car, en dehors de quelques rares travaux, le rôle des associations dans la sauvegarde et la conservation de ce genre de patrimoine, ne semble pas capter l'attention des spécialistes du cadre bâti en particulier les architectes. L'objectif premier de cette recherche est donc de remédier à cette carence et d'évaluer le rôle des associations dans la sauvegarde du patrimoine urbain et architectural ainsi que d'en tirer les enseignements quant à l'implication de la société civile dans la conservation de cet héritage.

Un second but est l'évaluation de ce mouvement naissant en référence à un mouvement vétérane et plus expérimenté dans sa constitution juridique et dans ses actions sur le terrain. A cet insu, des chercheurs affiliés à différentes institutions en Algérie et en France ont mené une étude comparative sur quatre associations impliquées dans ce genre d'actions.

2 DEMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'approche méthodologique adoptée repose fondamentalement sur l'enquête classique. La démarche générale puise sa source dans les objectifs préalablement tracés. L'acquisition des informations nécessaires à la réflexion, la collecte de données primaires relatives au mouvement associatif et la mise à l'évidence de l'état des lieux relationnel de la société civile et de l'Etat par rapport à la sauvegarde du patrimoine sont les principaux buts escomptés.

L'élaboration de cette banque de données et sa projection sous l'angle analytique vise non seulement à évaluer le poids et le rôle des associations dans la prise de décision liée à la sauvegarde du patrimoine architectural mais également à prendre connaissance des contraintes, des préoccupations et surtout des aspirations de ces dernières afin d'aider à mettre en place une dynamique qui permet aux associations de jouer pleinement leur rôle et d'assumer entièrement leur responsabilité vis à vis des affaires publiques inscrites dans leurs divers créneaux.

Le test de l'outil de mesure et la connaissance des éléments d'évaluation ont été les buts escomptés d'une première phase (étude pilote). Cette dernière a permis de rectifier les anomalies dans le mode de questions prévues, leur formulation et leur opportunité. En plus du questionnaire, l'observation exploratoire et l'interview informelle ont été employées de manière excessive dans le but de produire une image réelle de l'association à travers les réflexions individualisées de chacun de ses membres.

Plusieurs déplacements sur les sites concernés par l'étude ont été nécessaires pour rassembler le maximum d'informations et expliquer à chaque fois les objectifs de l'étude que ce soit à l'ensemble des membres trouvés sur place ou individuellement à chacun des membres lors de l'entretien. Remplir les questionnaires en aparté avec le répondant relève du souci d'éviter les influences des uns et des autres sur les convictions personnelles et sur la liberté de répondre de manière honnête et spontanée.

3 LES ASSOCIATIONS ÉTUDIÉES

Les deux associations étudiées en Algérie sont l'association 'Afa' à Chetma (Wilaya de Biskra) et l'association de la 'Casbah' à Ouargla. Celles investies en France sont l'association Renaissance Vieux-Lyon et l'association église Saint-Bruno Splendeur du Baroque à Lyon. Le choix de ces associations, parmi d'autres, relève de leurs

implications reconnues dans des actions de sauvegarde de patrimoine.

3.1 L'association AFAK

'AFAK' qui veut dire 'HORIZONS' en langue française, est une jeune association qui s'occupe de plusieurs activités dont la promotion des jeunes et aussi la sauvegarde du patrimoine architectural et urbain de la petite localité de Chetma, chef-lieu de commune de la Wilaya de Biskra en Algérie. Née à la fin de l'année 1997, cette association compte aujourd'hui, en plus des quinze membres de son bureau constitutif, une centaine d'éléments actifs. Plus des deux tiers d'entre eux sont adhérents.

L'association AFAK a fermement réagi contre les travaux de conservation du Ksar de la localité de Chetma lorsque les citoyens ont constaté que le résultat de ces opérations malmenées tendait à faire disparaître l'essentiel de ses caractéristiques urbaines (Figure 1). Le fruit des actions menées auprès des autorités locales consistait en l'arrêt immédiat de cette réalisation conçue par un architecte inexpérimenté et non spécialiste en la matière.



Figure 1 : Une vue sur l'une des percées ayant défiguré le caractère de compacité du Ksar de Chetma auxquelles a réagi l'association Afa (Source, Auteurs, 2008).

3.2 L'association 'Casbah' de Ouargla

Le mot Casbah indique le noyau initial fortifié typique des villes du sud algérien. L'association qui en a fait son propre nom s'intéresse à la promotion des activités culturelles, sociales et sportives au sein de la population dans un quartier hautement dégradé au sein de la ville de Ouargla. Cette association a été créée en 1989 et compte aujourd'hui, en plus des quinze membres du bureau constitutif, plus de six cents adhérents. Le rôle de l'association dans la sauvegarde de la casbah de Ouargla est exemplaire. Elle fût

l'intermédiaire indispensable entre les organismes de l'état et la population dans toutes les opérations de sauvegarde (rénovation, restauration...) menées dans l'ancien noyau (Figure 2).



Figure 2 : Les travaux menés dans le but de sauvegarder la Casbah de Ouargla et auxquels a participé l'association Casbah ont touché les espaces extérieurs et intérieurs de l'ancien noyau de la ville (Source, Auteurs, 2008).

3.3 L'association renaissance Vieux-Lyon

L'association RVL (Renaissance Vieux-Lyon) est née en 1946 et siège actuellement dans la rue Saint-Jean. Comptant environ huit cents adhérents, son souci majeur fût et est toujours la sauvegarde du Vieux-Lyon. Ses activités deviennent de plus en plus diversifiées mais versent toutes dans le même objectif en l'occurrence faire connaître ce patrimoine situé sur la rive de l'un des fleuves traversant la ville de Lyon (Figure 3). Un des actes pour lequel est reconnu le rôle de cette association est l'aboutissement à l'annulation du projet de la grande percée qui devait traverser ce site historique aux spécificités urbaines et architecturales singulières.



Figure 3 : Les traboules du Vieux Lyon dans un état dégradé (à gauche) et après les travaux de restauration (à droite) auxquelles a fortement contribué l'Association Renaissance Vieux Lyon (Source, Auteurs, 2008).

3.4 L'association église Saint Bruno splendeur du Baroque

Née en 2001, cette association a pour objectif de sauvegarder un des rares joyaux de l'architecture baroque du XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles en France : l'église Saint-Bruno des Chartreux à Lyon (Figure 4). Ses actions consistent essentiellement en des mobilisations pour la collecte de fonds pour les travaux de restauration opérées sur l'édifice.

L'association a eu, et a toujours, un rôle de meneur dans le suivi et la réalisation de ces travaux de restauration engagés depuis l'année 2003 dans le cadre d'une convention entre la ville, propriétaire du bâtiment, et l'état. Actuellement, elle se mobilise pour réunir la somme d'argent capable de financer la restauration de l'orgue de cette église.



Figure 4 : Vues extérieure et intérieure de l'église Saint-Bruno des Chartreux à Lyon montrant les travaux de restauration coordonnés par l'association Saint Bruno splendeur du Baroque (Source, Auteurs, 2008).

4 PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

L'analyse des données recueillies grâce aux formulaires de questionnaire a particulièrement donné lieu à un ensemble de critères susceptibles de différencier, sur maints aspects, les associations du Sud algérien de celles de Lyon. Ces données ont été analysées au moyen du logiciel 'Statistica' (StatSoft, 1997).

4.1 Des associations très jeunes face à des associations anciennes et pérennes

Si le mouvement associatif en France remonte au début du vingtième siècle, la création des associations en Algérie n'a vu le jour que vers la fin du vingtième siècle et plus exactement au début des années 1990. Aussi toute tentative de comparaison entre les associations des deux rives de la méditerranée ne pourrait être judicieuse si l'on ignorait ce déphasage de près d'un siècle entre la loi de création des associations françaises (1901) et celle en Algérie (1990).

L'analyse comparative a mis en relief surtout l'impact du facteur Temps sur les différences constatées entre les associations françaises et algériennes œuvrant pour le patrimoine (Tableau 1). Avec les années, les associations françaises ont acquis plus de maturité, elles sont devenues plus expérimentées ce qui a favorisé non seulement leur présence sur le terrain mais aussi renforcé leur crédibilité. Contrairement aux associations algériennes, celles en France, parce que durablement implantées, sont capables de mener des actions pérennes et plus approfondies et sont même capables de recruter des salariés. Ces conditions font que même les associations les plus récentes puissent proliférer dans un environnement plus adéquat et plus propice comparé au contexte dans lequel doivent émerger et évoluer les associations algériennes où tout est à construire.

Tableau 1 : Dates de création des associations étudiées (Source, Auteurs, 2008).

Association	Date de création
Association Renaissance du vieux Lyon (France)	1946
Association Eglise Saint-Bruno splendeur du Baroque (France)	2001
Association Casbah Ouargla (Algérie)	1989
Association Afak, Chetma (Algérie)	1997

4.2 Des objectifs ambigus et des champs d'intervention larges face à des objectifs bien focalisés et des domaines d'intervention restreints et limités

La question du patrimoine n'est pas considérée comme première priorité en Algérie. Cela constitue un premier obstacle devant les associations œuvrant pour le patrimoine en Algérie, qui devant le besoin crucial de subventionnement se trouvent obligées après quelques années de leur création à se convertir et d'élargir leur champ d'intervention.

Bien qu'au départ leur souci primordial étant le patrimoine, ces associations se tournent souvent vers les activités sociales en particulier car ce sont elles qui retiennent l'attention des décideurs et peuvent ainsi être subventionnées. A l'opposé, du côté Français le patrimoine est reconnu en tant que besoin en soi. C'est pour cela que les associations se limitent à la question du patrimoine (Figure 5).

En conséquence, l'objectif des associations en Algérie demeure ambigu flottant entre les activités culturelles, sociales et le souci du patrimoine alors que du côté français l'objectif est très bien défini. Le champ d'intervention des associations françaises bien ciblé et restreint leur permet de bien aboutir à leurs objectifs et de donner du poids à la

portée de leurs actions. Différemment, les associations de la Casbah de Ouargla et celles du Ksar de Chetma se fixaient à l'origine de se limiter au ksar mais finissent par mener des

activités sociales dont les retombées s'étendent sur l'ensemble de la ville ; cela affecte négativement la portée de leurs actions (Figure 5).

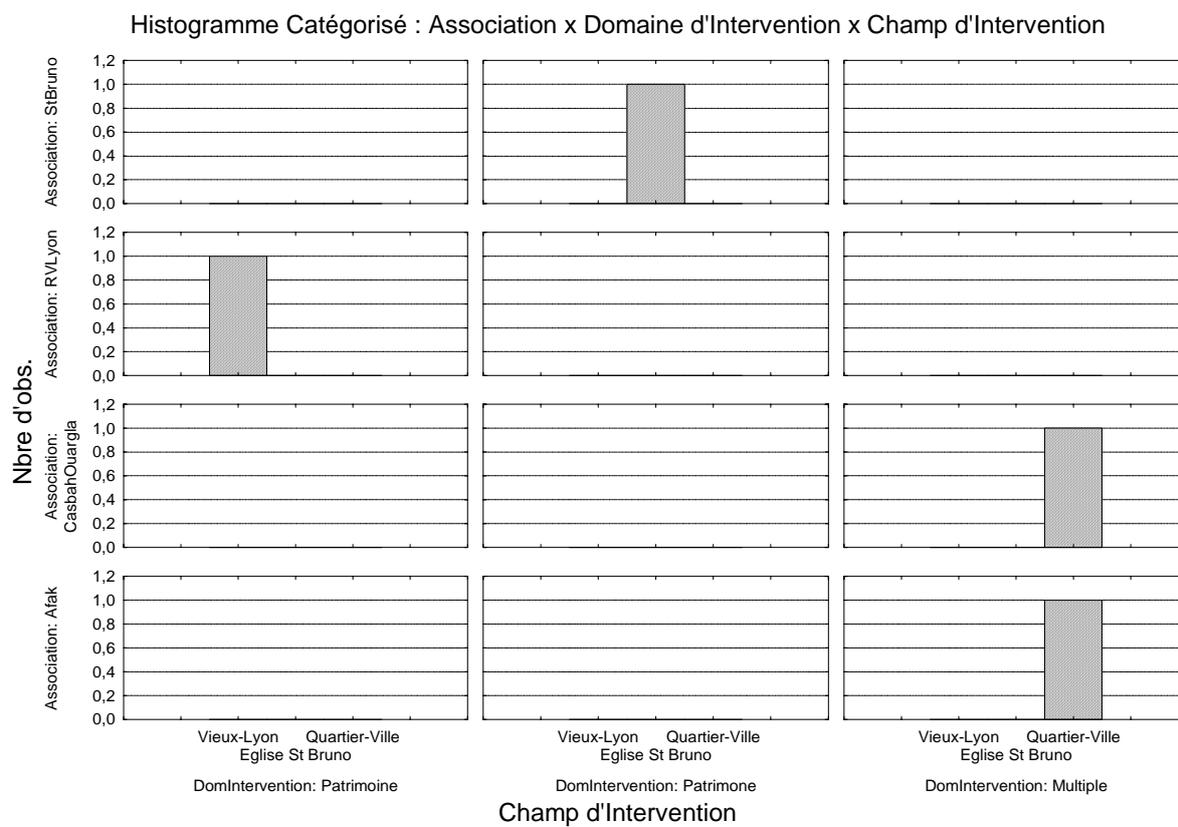


Figure 5 : Graphique montrant le croisement entre associations, domaine et champ d'intervention (Source, Auteurs, 2008).

4.3 La chronicité des problèmes sociaux dans les sites anciens réduit la portée des actions des associations œuvrant pour le patrimoine en Algérie

En Algérie, les difficultés que rencontrent les associations se posent de manière plus accentuée pour celles impliquées dans la sauvegarde du patrimoine. Les associations œuvrant pour le patrimoine agissent souvent dans des territoires difficiles ; ce qui fait qu'aux difficultés liées au patrimoine souvent « habité » s'ajoutent des problèmes liés aux occupants de ces sites : chômage, pauvreté... Les conséquences font que l'accumulation et la concentration de ces problèmes réduisent même la portée des actions de ces associations.

Une fois présentes sur terrain les associations de la Casbah de Ouargla et celle de Chetma se sont heurtées à l'ensemble des problèmes que connaissent les anciens quartiers liés aux mauvaises conditions d'habitabilité: surdensification des habitations, vétusté et vieillissement du bâti, absence des éléments de confort. A ces difficultés communes sont rajoutés des problèmes étroitement interdépendants : Chronicité de chômage, taux élevé d'inoccupation parmi les jeunes même ceux détenant des diplômes universitaires, pauvreté...

Le travail quotidien auprès des habitants de ces lieux était également dur car les habitants de ces quartiers souffrant d'un sentiment d'abandon, se sont découragés face à la lenteur et l'absence du progrès d'un côté et la chronicité de leurs problèmes quotidiens de l'autre. Ces conditions ont rendu l'engagement bénévole moindre et le taux de participation associatif réduit au strict minimum.

De l'autre côté, devant le cumul et l'urgence des problèmes dans ces quartiers les associations œuvrant pour le patrimoine sont également amenées à assumer des fonctions auxquelles leurs fondateurs ne songeaient pas. Plus soucieux de tenir compte de la complexité des problèmes, les associations finissent par s'engager dans les enjeux sociaux de nature fondamentalement différente à leurs préoccupations d'origine.

En somme, l'ampleur des problèmes sociaux dans les quartiers anciens, la non reconnaissance de la question du patrimoine comme priorité par les pouvoirs publics en Algérie, ne pouvant pas bénéficier de support de financement adéquat, les associations œuvrant pour le patrimoine se développent souvent dans les secteurs social et culturel. L'action sociale en faveur des familles, de l'enfance et des jeunes devient le premier secteur d'intervention des associations pourtant vouées au patrimoine.

4.4 La fragilité des assises financières des associations liées au patrimoine en Algérie entravent leurs capacités

Les ressources financières constituent le problème de base des associations jeunes même en France. Certaines associations en France, tel que l'association Saint-Bruno, ne disposent même pas d'une subvention étatique alors que les deux associations algériennes étudiées bénéficient d'une subvention étatique annuelle (Figure 6).

Néanmoins, le problème financier révèle également le manque de maturité et d'expérience des associations Algériennes qui continuent à compter sur l'état et de dépendre étroitement de ses subventions. Ces dernières fonctionnent en tant qu'institutions étatiques. Cela influe négativement sur leur réputation et les réduit aux yeux des habitants en « outils de pouvoirs ».

Cette image négative des associations algériennes est à la base de l'atténuation de la participation civile à l'ensemble du mouvement associatif en Algérie. Contrairement à cela, on voit que les associations en France (Association Renaissance du Vieux-Lyon) ont acquis une maturité et un degré de professionnalisme qui les a rendu indépendantes car capables d'acquérir de ressources financières de différents moyens : publications, conférences, sponsors...

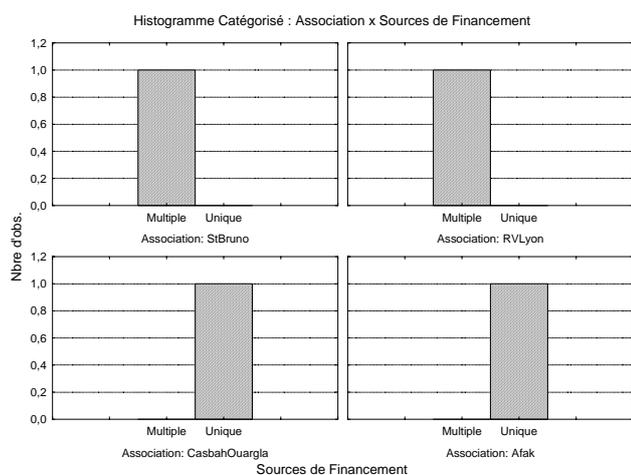


Figure 6 : Graphique révélant la multiplicité des sources de financement des associations françaises et l'unicité de celles algériennes se limitant aux subventions étatiques (Source, Auteurs, 2008).

4.5 Le statut et le degré d'équipement du local n'est pas déterminant dans les différences observées entre les associations des deux rives

Contrairement à nos prédictions, le local n'est pas le problème qui freine le mouvement associatif en Algérie, les deux associations algériennes étudiées disposent de locaux propres et à titre gratuit même. Le degré d'équipement du local est variable dans les deux cas. En France le problème du local et de son équipement se pose toujours devant les jeunes associations (Figure 7).

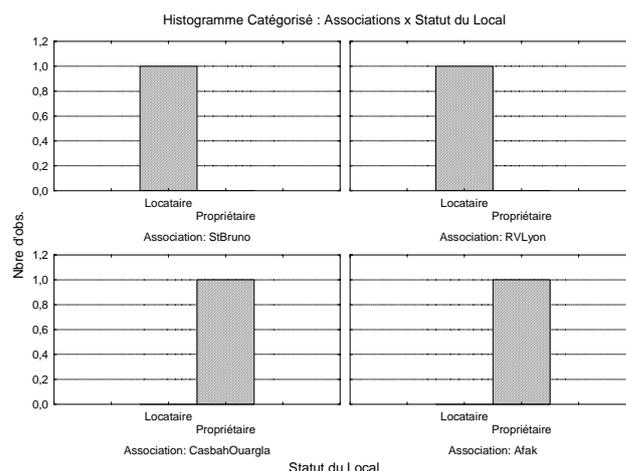


Figure 7 : Différence en matière de statut des locaux entre les associations françaises et algériennes (Source, Auteurs, 2008).

4.6 Les relations entre associations sont une source d'enrichissement de l'association

L'association Renaissance du Vieux Lyon dispose d'un réseau associatif à l'échelle locale, nationale et internationale, cela a favorisé son développement et sa durabilité. Contrairement à cela, le degré de connaissance des deux associations algériennes étudiées se limite à l'échelle locale (Figure 8).

Le cloisonnement de certaines régions et spécialement les zones sud sur lesquelles a porté cette investigation, le manque de moyens de communication et de médiatisation, l'absence d'information, tous ces facteurs font que les relations entre associations en Algérie se réduisent à l'échelle locale.

Histogramme Bivarié : Associations & Relations à l'Echelle Internationale

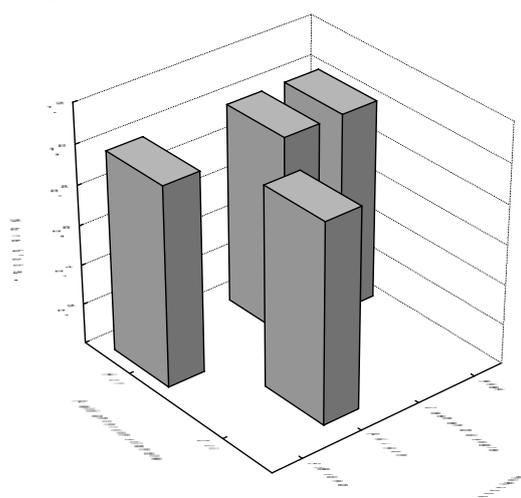


Figure 8 : Les relations entre les associations françaises et algériennes avec d'autres associations d'un autre pays (internationales) se limitent au cas de l'association du Renaissance Vieux-Lyon et peut être considéré comme l'une des raisons de son fleurissement et de sa maturité (Source, Auteurs, 2008).

Pourtant Les associations algériennes, souvent très récentes, ont un besoin de soutien d'accompagnement soit de la part des associations algériennes plus anciennes ou plus expérimentés, plus opérationnelles ou également d'associations internationales.

C'est pour cela qu'il serait préférable de penser au développement d'un réseau associatif national d'abord relié à l'aide d'une plate forme numérique qui permettra de constituer un point d'appui aux associations jeunes en particulier et servira de lieu d'échanges et de contact entre associations.

4.7 Des moyens de médiatisation limités devant d'autres très larges

Le seul moyen de communication pour les associations algériennes étant les radios locales, la possibilité de publication est restreinte et demande un coût imposant que ne peuvent se permettre ces associations (Figure 9).

Seulement l'accès à l'Internet pourrait combler ce vide c'est pour cela qu'il serait important de rendre accessible l'Internet aux associations algériennes. Ces dernières pourraient se servir de ce moyen non seulement pour se faire connaître et acquérir des subventions ou collaborer et bénéficier de l'expérience des autres associations dans le monde mais également pour promouvoir le patrimoine national à l'étranger.

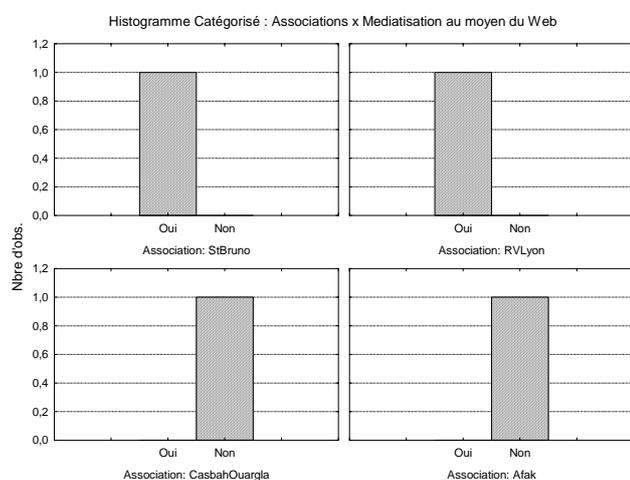


Figure 9 : La médiatisation au moyen du Web semble être restreinte aux associations françaises (Source, Auteurs, 2008).

4.8 Des actions réelles formelles et institutionnalisées face à des actions informelles et spontanées

Les résultats de l'enquête montrent que les associations œuvrant pour la sauvegarde du patrimoine en Algérie ne sont pas très bien ancrées dans le terrain et n'arrivent pas à jouer leurs rôles. Leurs actions sur terrain se limitent

souvent à des diagnostics de l'existant et des suivis informels, cela fait montrer également les difficultés qui les opposent aux décideurs locaux. On voit bien que les associations en France ont déjà collaboré avec les organismes étatiques tel que la mairie, le ministère de la culture et l'office de tourisme.

5 CONCLUSION

Récentes, la naissance et l'explosion du mouvement associatif algérien préfigurent de nouveaux développements, faisant entrer progressivement la population algérienne dans la citoyenneté et la modernité. Le dynamisme de ce mouvement, visible dans les villes et en dehors d'elles, s'étend à l'ensemble du territoire et de la société.

Les champs relatifs à la sauvegarde du patrimoine restent modestement investis malgré leur impact sur la qualité de la vie ou les questions identitaires. L'avancée vers plus de démocratie territoriale et la formation sur les exigences techniques de ces champs peuvent libérer les énergies en attente.

L'examen des résultats de l'enquête menée auprès d'associations algériennes et françaises a permis d'aboutir à certaines conclusions d'ordre comparatif. En premier, il s'avère que les associations algériennes ont lutté ou continuent à lutter pour le classement de leur patrimoine alors que l'affaire du classement ne se pose plus pour les associations françaises.

Du point de vue stratégie d'actions, on remarque une grande différence entre les associations dans les deux rives. Tandis que les actions des associations françaises sont tournées vers le grand public, la société entière avec tous ses acteurs, les actions des associations algériennes se réduisent et se centralisent essentiellement sur les décideurs politiques soit en matière d'acquisition de ressources financières ou même en tant qu'interlocuteur.

Egalement, on voit bien dans les actions menées sur le terrain que les associations françaises se concentrent sur des activités ayant pour objectif la sensibilisation d'un large public à travers : les conférences scientifiques notamment. Elles sont présentes dans l'animation des journées de patrimoine à travers les visites guidées, les réponses aux questions.... De plus, elles occasionnent des rencontres avec les acteurs publics et financiers de la restauration. En matière de recherche du sponsor, les associations françaises doivent leurs assises financières à de nombreux partenaires.

Différemment, les actions des associations en Algérie prennent souvent une tournure de lutte contre les pouvoirs locaux uniquement, oubliant ainsi la diversité des acteurs publics pouvant contribuer efficacement à leurs actions. Pourtant, ces associations doivent être capables de mobiliser de nouvelles énergies, et être en mesure d'attirer des publics nouveaux qui ne se seraient jamais investis dans la question du patrimoine

RECONNAISSANCE

Ce travail a reçu le soutien de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et a été mené, pour la partie algérienne, en affiliation au Centre de Recherche Scientifique et Technique sur les Régions Arides (CRSTRA) de Biskra.

REFERENCES

- [1] **CRASC (2002)**. Le Mouvement Associatif au Maghreb. Actes du Colloque sur le Mouvement Associatif au Maghreb, *CAHIERS DU CRASC*, n° 5.
- [2] **Derras, O. (2002)**. Texte de Présentation. Actes du Colloque sur le Mouvement Associatif au Maghreb. *CAHIERS DU CRASC*, n° 5, pp.7-13.
- [3] **Le Coz J. (1990)**. Espaces méditerranéens et dynamiques agraires. Etat territorial et communautés rurales. *OPTIONS MEDITERRANEENNES*, CIHEAM-UNESCO/MAB, n°2 de la série B: Etudes et recherches, Montpellier.
- [4] **M.A.J.S. (Ministère Algérien de Jeunesse et Sport) (2001)**. *Annuaire Statistique*.
- [5] **Municipalité de Dubaï (2004)**. *Actes de la 1st International Conference and Exhibition on Architectural Conservation. Theory and Practice*, 14-16/03/2004, Dubai.
- [6] **Municipalité de Dubaï (2007)**. *Actes de la 2nd International Conference and Exhibition on Architectural Conservation. Opportunities and Challenges in the 21st Century*, 11-13/02/2007, Dubai.
- [7] **Ouf A. M. S. (2000)**. Urban Conservation. Concepts for the New Millennium in the United Arab Emirates. Ed. Zayed Center for Heritage and History, Al-Ain.
- [8] **StatSoft (1997)**. *STATISTICA. Guide de l'Utilisateur. Partie 1: Référence - Présentation du Programme. Partie 2: Vue d'Ensemble des Méthodes Statistiques*. Ed. StatSoft, Tulsa.